

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19226 - 74ÈME ANNÉE

Un an après la présentation du Collectif Climat 2020 par Pierre Larrouturou

Large rassemblement pour le Pacte Finance-Climat



L'an dernier, Pierre Larrouturou avait d'abord présenté son initiative à une délégation du PCR composée notamment d'Elie Hoarau, Maurice Gironcel et Ary Yée Chong Tchi Kan.

Le 3 mars prochain sera organisé à Sainte-Suzanne la seconde édition de la Marche pour le climat. C'est dans le cadre de la première de cette manifestation que Pierre Larrouturou était venu l'an dernier à La Réunion présenter un ouvrage co-écrit avec Jean Jouzel et tenir une conférence à l'Université. La démarche visait à faire connaître l'action du Collectif Climat 2020, pour un Pacte finance-climat, afin d'inclure la lutte contre le changement climatique dans le Traité de l'Union européenne et pour créer un fonds visant à financer l'adapta-

tion de l'Europe et de l'Afrique. Un an plus tard, l'initiative a été officiellement lancée. L'appel a recueilli plus de 600 signatures venant de scientifiques ainsi que de responsables politiques de premiers plans de 12 pays et de tendances diverses.

Voici un an, Pierre Larrouturou était à La Réunion à l'invitation du SIDELEC Réunion pour présenter une initiative visant à faire de la lutte contre le changement climatique une priorité pour l'Union européenne. Cette date visait à

saluer la mémoire de Paul Vergès, fondateur du PCR et grand acteur de la lutte contre le changement climatique. Rappelons que Paul Vergès est l'auteur d'une proposition de loi adoptée à l'unanimité faisant de la lutte contre le réchauffement climatique « une priorité nationale ». Paul Vergès fut par la suite président fondateur de l'Observatoire national sur les effets du changement climatique (ONERC), devenu une institution de la République. C'est pourquoi ce fut au PCR que Pierre Larrouturou réserva la primeur de la pré-

sentation de l'initiative de son groupe, le Collectif Climat 2020.

Elle soulignait que si le climat avait été une banque, voici longtemps que ce problème aurait été pris à bras le corps. En effet, à la suite de la crise financière de 2008, l'Union européenne avait débloqué plus de 2500 milliards d'euros pour soutenir les banques.

7 ans plus tard, lors de la COP21, plus de 190 États ont signé l'Accord de Paris engageant à limiter la hausse de la température moyenne à la surface de la Terre à 1,5 degré de plus qu'à l'époque préindustrielle. Sachant que l'augmentation est déjà d'environ 1 degré, la fenêtre de tir pour agir se referme chaque année davantage. Pour que l'Europe puisse tenir son engagement, il est nécessaire qu'elle baisse drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre en les divisant par 4.

Cela suppose qu'elle transforme fondamentalement son économie afin qu'elle repose sur des énergies renouvelables. C'est aussi la promesse de créer des millions d'emplois. Cela oblige à des in-

vestissements conséquents, du même ordre que la somme dépensée pour sauver les banques lors de la crise financière de 2008. D'où l'idée d'un Pacte Finance-Climat qui a été finalisé au cours des 12 derniers mois.

Le Pacte Finance-Climat propose de :

Lutter radicalement contre le dérèglement climatique.

Créer massivement des emplois.

Éviter une nouvelle crise financière en revenant vers l'économie réelle.

Donner un nouveau souffle au projet européen.

Donner un nouvel élan à la coopération entre l'Europe et l'Afrique.

Pour cela, le Pacte préconise la création d'une Banque européenne du climat, et d'un fonds abondé à hauteur de 300 milliards d'euros par an.

Soutiens importants

Ce Pacte a été présenté le 19 février dernier. L'appel a recueilli le soutien de 600 personnalités de 12 pays, dont notamment les climato-

logues Jean Jouzel et Hervé Le Feutre, les anciens Premiers ministres Alain Juppé et Jean-Marc Ayrault, l'ancien directeur de l'OMC Pascal Lamy, les anciens ministres Nicolas Hulot, Delphine Batho et Martine Aubry, le président de la COP21 Laurent Fabius, le Premier ministre de l'Espagne Pedro Sanchez, la maire de Madrid Manuela Carmena et la maire de Paris Anne Hidalgo. Par ailleurs, des parlementaires de l'Union européenne ont signé l'appel dont plus de 240 députés français.

Ceci rappelle que la cause de la lutte contre le changement climatique est une plate-forme de rassemblement. Il importe donc désormais aux signataires qui sont en position de décideur de mettre leurs actes politiques en cohérence avec leur engagement. L'urgence commande d'agir vite, pour accélérer la marche vers une nouvelle civilisation compatible avec l'exigence d'appliquer les droits fondamentaux à tous les êtres humains.

M.M.

In kozman pou la rout - dézyèm morso

« Fèr sa, sé mète lésans dann fé ! »

Nout tout i konpran bien kosa sa i vé dir kan néna in kékshoz l'aprè mal tourné é kan in pé par zot kozman, zot zèss, zot atitid i agrav l'afèr plito ké-konm i di-kalm bann zéspri. Kalm léspri ? Pé sfèr tazantan sa i égzis, mé pli souvan dann mon vi moin la vi d'moun mète dofé plito ké tinn. Dopli étan pti mi sava mi vien, mi ékout inn mi ékout l'ot, mi rogard inn mi rogard l'ot é moin la fine fé la romark : lé pli fasil mète dofé ké tinn dofé. Lé pli fasil shof bann léspri ké kalm azot. I fo dir dann nout kiltir i done pa la valèr sak i tinn lo fé ké sak i souf dsi l'fé. Lé konmsa é pa otroman : demoun gro kèr ? Sa néna plin, demoun lo san tortu sa lé mal vu. Toué va oir doboi vyolan ! T'a oir kèl koté brinzèl i sharj ! An plis ké sa néna tout kalité kozman kréol i donni dann in ralé pousé. Mé, konbien i rogrète sak zot la fé sak zot la di dann fé d'laksyon. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Proposition d'une expertise économique, financière et environnementale du projet de Didier Robert

Route en mer : exigence de transparence

La recherche d'alternatives au projet actuel de route en mer rassemble. Et ce rassemblement met en avant une exigence forte du mouvement social commencé le 17 novembre à La Réunion : la transparence. D'où la proposition d'une expertise économique, financière et environnementale du projet de Didier Robert. Le mouvement des gilets jaunes a montré une Région Réunion apparemment soucieuse d'intégrer les citoyens dans l'élaboration des décisions, la collectivité a donc une occasion de mettre ses actes en cohérence avec sa communication.

L'impasse du chantier de la route en mer est aujourd'hui manifeste. En effet, malgré toutes les campagnes de publicité, tout le monde peut constater que la partie entre la Grande-Chaloupe et La Possession n'a pas avancé depuis plusieurs années. Et pour cause : le promoteurs du chantier ont engagé les fonds publics sans avoir la certitude de disposer des matériaux nécessaires pour construire la route.

Avec la complicité de l'État, la Région tente de venir en aide aux multinationales bénéficiaires du marché en poussant à l'ouverture de nouvelles carrières situées à des dizaines de kilomètres du chantier. Cela a suscité des protestations. Ainsi, les chaînes humaines contre l'ouverture d'une carrière à Bois-Blanc ont été les plus importantes manifestations pour la protection de l'environnement jamais organisées à La Réunion. Les collectifs de riverains et les associations de protection de l'environnement et de défense des usagers des transports se sont

rassemblés dans un Collectif contre la Digue que Didier Robert a reçu lundi dernier. Pour faciliter la sortie de crise par la recherche d'alternatives visant à permettre la poursuite du chantier, ce collectif plaide pour une expertise économique, financière et environnementale du projet de route en mer. Ce que qu'a précisé ce lundi, le Collectif contre la Digue, dans une lettre adressée à Didier Robert, président de la Région, dont voici quelques extraits :

«A l'heure où la première tranche de la NRL, et en particulier la partie « viaduc » se termine, les retards et difficultés inhérents à la partie « digues » s'accroissent.

La NRL est considérée comme la route la plus chère du monde (133 millions d'euros par kilomètre) et à ce titre, elle engage financièrement les Réunionnaises et les Réunionnais pour plusieurs générations.

Les Réunionnaises et les Réunionnais ont donc le droit à la transparence réelle sur le coût effectif total de ce chantier, non seulement sur le plan économique et financier, mais également sur le plan environnemental au sens large.

Dans ce contexte, et en cohérence avec votre engagement en faveur d'une plus grande transparence de la vie publique et de l'utilisation des fonds publics (cf votre discours du 30 novembre 2018 dans le cadre de la crise des Gilets Jaunes), nous vous demandons de faire un point sur la situation actuelle du chantier.

Si les surcoûts financiers sont déjà connus, les surcoûts environnementaux peuvent encore être évités, car ils seraient irréver-

sibles.

Monsieur le Président, pour terminer cette route dans les meilleures conditions, il est encore temps d'éviter le pire en choisissant une autre solution plus satisfaisante pour ce tronçon entre la Grande Chaloupe et la Possession. De nombreux experts, dont ceux du CNPN vous y engagent.

Nous vous demandons, donc, de faire procéder à une tierce expertise qui donnera un éclairage indépendant définitif sur les contraintes réelles et les possibles options pour la fin du chantier.»

Manifestement, la recherche d'alternatives au projet actuel de route en mer rassemble. Et ce rassemblement met en avant une exigence forte du mouvement social commencé le 17 novembre à La Réunion : la transparence. Gaçons que cette exigence démocratique soit respectée dans un chantier qui engage les Réunionnais pour plusieurs générations. Rappelons que le mouvement des gilets jaunes a montré une Région Réunion apparemment soucieuse d'intégrer les citoyens dans l'élaboration des décisions. Cela s'est traduit par la proposition d'un Conseil citoyen et la création d'une plate-forme numérique de concertation. La collectivité a donc une occasion de mettre ses actes en cohérence avec sa communication. Saura-t-elle la saisir ?

M.M.

Otè

21 févriyé : zourné internasyonal nout lang matèrnèl

Mon bann kamarad, mon bann zamiy, dalone, dalon, rényonèz, rényoné, pèrmète amoin anvoye pou zot zordi in pti modékri portan dsi nout lang matèrnèl : nout lang kréol rényoné.

Tout vintéin févriyé l'unesco la domann anou fète nout lang matèrnèl é sa sé in n'afèr inportan pou vréman. Konm mi di toultan é konm avan moin in bonpé gran zékrivin-zékrivène la marké : la lang sé lo promyé manifèstasyon dann lo zéni in pèp. Moin mi di sinploman nout lang kréol rényonèz sé lo promyé manifèstasyon lo zéni nout pèp rényoné. Shak ané ni doi fète sa, é shak ané ni doi an avoir in pansé pou tout bann lang i disparète : inn tout lo dé somenn... é romèrsyé la déstiné nout lang lé ankor la épi bien vivan, bien solid, bien paré pou di nout pasé, nout prézan épi nout fitir.

Ni doi poz anou galman konm késtyon : si in zour nout lang matèrnèl, nout lang kréol rényonèz son tour téi disparète. Kèl koshmar mondyé ségnèr ! I fé in bonpé zafèr avèk in lang : i koz, i shant, i rakont nout listoir, i di zoli pti mo, i rakont nout soufrans, i antrotien la rolasyon rant demoun tout zénérasyon-lé interzénérasyonèl konm i di. In lang sé in kiltir, in lang sé in pasé, in lang sé la rézistans par rapor lo dominèr, in lang sé in tapi volan pou fé voyiaz nout bann zoli fonnkèr.

Souvan dé foi, mi poz amoin késtyon dsi lo bann zarboutan nout kiltir, zarboutan nout lang, zarbutan nout péi, mi di dann mon kèr : zamé nou sar kapab romèrsyé azot konm k'i fo. Kèl kantité mèrsi ni dovré dir lo bann moun la tienbo sèktèr pou nout kiltir popilèr ète ankor vivan dobout zordi ? Kèl kantité mèrsi i fodré ni adrèss tout bann rényoné lété la avan nou pou pass anou lo rolé bien konm k'i fo : rolé nout lang, rolé nout kiltir popilèr, rolé l'amour nou néna dann nout kèr pou nout péi bien émé é pou nout pèp.

La pa pars nou l'aprann fransé ni doi obli nout kréol rényoné. La pa pars nou l'aprann fransé ni doi afront nout lang matèrnèl. Inn lé la ébin ni jète pa, é si li pé ansèrv anou konm zoutiy nou va ansèrv ali konm zoutiy. Mé l'ot, nout lang matèrnèl na poin arien i pé ranplas sa dann nout kèr : avèk sa nou l'aprann santir, nou l'aprann émé, nou l'aprann souffrir, nou l'aprann gouté, nou l'aprann rézisté, nou l'aprann tout sak i fé la vi. Ali mèm i pèrmète anou konète lo mond konm ni koné lo mond zordi é néna poin arien pou pran son plas, arien pou ranplas ali.

Dalone, dalon, zamiz, zami, rényonéz, rényoné zordi vintéin févriyé, zour internasyonal la lang matèrnèl, zour nout lang matèrnèl kréol rényoné. Sa in gran zour sa ! I fo pa ni obliy ali.

Justin